

The British-North American Committee

NATIONAL POLICY ASSOCIATION
(formerly the NATIONAL PLANNING ASSOCIATION)
1424 16th Street, N.W., Suite 700
Washington, D.C. 20036-2111
Tel (202) 884-7631; fax (202) 797-5516
e-mail rickb@npa1.org

BRITISH-NORTH AMERICAN RESEARCH ASSOCIATION
Grosvenor Gardens House
35-37 Grosvenor Gardens
London SW1W 0BS
Tel 0171 828 6644; fax 0171 828 5830
e-mail 101564.1243@compuserve.com

C.D. HOWE INSTITUTE
125 Adelaide Street East
Toronto, Ontario M5C 1L7
Tel (416) 865-1904
Fax (416) 865-1866
e-mail cdhowe@cdhowe.org

Embargo: For release Wednesday, January 14, 1998

Governments and the Year 2000 Computer Crisis: A BNAC Statement

The approach of the year 2000 is bringing a major challenge: the inability of much of the world's electronic equipment to interpret correctly dates beyond December 31, 1999. The "millennium bug" — the prospect that software controlling myriads of manufacturing, communication, financial, and other electronic devices and systems will misinterpret dates after that time — has become a major problem for businesses and nonprofit organizations around the world. For BNAC members, the preparedness of government institutions for this event is becoming an acute concern. Avoiding major, potentially dangerous, disruptions for users of public services will require rapid and focused action.

Members of the BNAC recently reviewed their experience in addressing the millennium bug issue. The outcome was sobering. BNAC organizations are looking hard at their operations, trying to pinpoint vulnerable areas, fix what they can, and develop protections where solutions are uncertain. While much remains to be done, most feel they are on the way to protecting customers, suppliers, shareholders, and employees from a year 2000 electronic failure. But they are also aware that total success will be very difficult to achieve, particularly since organizations successful in protecting their own operations will still be vulnerable to failures in others with which they interact.

This concern is especially acute in connection with the public sector. Having been early users of computers to manage systems affecting the safety and well-being of millions of citizens, governments depend largely on software of vintages vulnerable to the millennium bug. Yet BNAC members fear that governments lag in assessing and addressing the problem.

If the year 2000 finds governments inadequately prepared, the bug's impact will extend well beyond their own operations. Pension or income-support payments and reimbursements for key services such as health and education may be disrupted. Breakdowns in revenue collection and debt management may trigger financial chaos, threatening institutional stability and household savings. Malfunctions in critical areas such as air traffic control and defense may put people's safety at risk. The consequences of failure to act effectively are frightening to contemplate.

We, the undersigned members of the BNAC, therefore urge US, UK, and Canadian governments to deal with the millennium bug as a top priority in the brief time that remains. With limited time and resources, governments need to focus on key financial and safety systems.

Contingency plans, inside and outside government, are needed to deal with the failures that may occur despite the most diligent effort. Many businesses plan to complete their work in time to allow a full year's testing before January 1, 2000 — a practice public agencies should also follow.

National governments in particular should make regular statements about their progress in addressing the millennium bug. Open discussion in the private sector has heightened understanding of the problem and spurred progress toward meeting it. Similarly, openness about public sector efforts will, we believe, help focus attention on priority areas, allow businesses and other organizations to prepare for potential disruptions, and assist all of us in successfully meeting the electronic challenge of the year 2000.

The names of BNAC members signing this statement are attached.

* * * * *

The British-North American Committee was established in 1969 to study and discuss the broad range of economic factors affecting the relationships among Canada, the United States, and the United Kingdom. Its members are drawn from business, labor, agriculture, and professional leaders who are involved in relations among the three countries. The North American Chairman of the Committee is John G. Heimann, Chairman, Global Financial Institutions, Merrill Lynch & Co. Inc., New York. The UK Chairman is Sir Michael Bett, Chairman, Cellnet Plc. The Committee is sponsored in Canada by the C.D. Howe Institute.

Le Comité britannique et nord-américain

NATIONAL POLICY ASSOCIATION
(formerly the NATIONAL PLANNING ASSOCIATION)
1424 16th Street, N.W., Suite 700
Washington, D.C. 20036-2111
Tel (202) 884-7631; fax (202) 797-5516
e-mail rickb@npa1.org

BRITISH-NORTH AMERICAN RESEARCH ASSOCIATION
Grosvenor Gardens House
35-37 Grosvenor Gardens
London SW1W 0BS
Tel 0171 828 6644; fax 0171 828 5830
e-mail 101564.1243@compuserve.com

C.D. HOWE INSTITUTE
125 Adelaide Street East
Toronto, Ontario M5C 1L7
Tel (416) 865-1904
Fax (416) 865-1866
e-mail cdhowe@cdhowe.org

Embargo : à diffuser le mercredi 14 janvier 1998

Les gouvernements et la crise informatique de l'an 2000 : une déclaration du CBNA

L'approche de l'an 2000 amène avec lui un défi de taille : l'impossibilité pour la plupart du matériel électronique dans le monde d'interpréter correctement les dates postérieures au 31 décembre 1999. Le « bogue du millénaire » — soit l'éventualité que les logiciels qui contrôlent des myriades d'appareils et de systèmes de fabrication, communication, et d'outils financiers interpréteront de manière erronée les dates à partir de ce moment — pose un sérieux problème aux entreprises et aux organismes sans but lucratif partout au monde. Or, les membres du CBNA estiment que le manque de préparation des institutions gouvernementales est extrêmement préoccupant. Des mesures rapides et concentrées s'imposent pour éviter d'importantes défaillances, potentiellement dangereuses pour les usagers des services publics.

Les membres du CBNA ont récemment passé en revue leurs expériences concernant le problème du bogue du millénaire. Les résultats ont donné à réfléchir. Les organismes du CBNA ont examiné de près leurs activités, en essayant de cerner les points vulnérables, de remédier à ce qui pouvait l'être et d'élaborer des mesures de protection lorsque les solutions étaient incertaines. Bien qu'il reste beaucoup à faire, la plupart d'entre eux estiment qu'ils sont sur la bonne voie pour protéger les clients, les fournisseurs, les actionnaires et les employés contre une défaillance électronique en l'an 2000. Mais ils sont cependant conscients qu'il sera extrêmement difficile de parvenir à un succès total, tout particulièrement puisque les organismes qui seront en mesure de protéger leurs propres activités seront néanmoins vulnérables aux défaillances des autres entités avec lesquelles elles font affaire.

Ce problème est d'autant plus préoccupant pour ce qui est du secteur public. Les gouvernements, utilisateurs précoce d'ordinateurs pour la gestion de systèmes qui influent sur la sécurité et le bien-être de millions de citoyens, sont à la merci de logiciels d'une génération vulnérable au bogue du millénaire. Et pourtant, les membres du CBNA sont d'avis que les gouvernements tardent à évaluer le problème et à prendre des mesures pour y remédier.

Si les gouvernements sont insuffisamment préparés à l'arrivée de l'an 2000, les répercussions du bogue dépasseront largement leurs propres champs d'activités. Le versement des rentes et de soutien du revenu, ainsi que le remboursement des services essentiels comme la santé et l'éducation pourraient être perturbés. Les défaillances en matière de perception des recettes et de gestion de la dette pourraient entraîner un chaos financier, menaçant la stabilité des institutions et les économies des épargnants. Un fonctionnement défectueux dans des domaines

importants comme le contrôle de la circulation aérienne et la défense pourrait mettre en danger la sécurité de la population. Les conséquences d'un défaut d'agir de manière efficace sont inquiétantes.

Nous, les membres soussignés du CBNA, pressons donc les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada de remédier au problème que pose le bogue du millénaire comme objectif prioritaire dans le cadre du court temps qui reste. Dotés de ressources limitées et pressés par le temps, les gouvernements se doivent de porter leur attention sur les principaux systèmes financiers et de sécurité. Des plans d'urgence s'imposent, tant au sein du gouvernement qu'en dehors de celui-ci, pour remédier aux défaillances qui pourraient se produire en dépit des meilleurs efforts. De nombreuses entreprises prévoient achever leurs travaux à temps pour permettre une période d'essai d'un an avant l'arrivée du 1^{er} janvier 2000 — une pratique que les organismes publics devraient également appliquer.

Les gouvernements nationaux devraient tout particulièrement publier des exposés détaillant les progrès accomplis pour remédier au bogue du millénaire. Un débat ouvert au sein du secteur privé a permis de mieux comprendre le problème et de stimuler les progrès visant à le résoudre. À notre avis, une transparence similaire du secteur public permettra de porter l'attention sur les domaines critiques, et permettra aux entreprises et autres organismes de se préparer aux défaillances éventuelles, afin que tous puissent relever avec succès le défi électronique de l'an 2000.

Les noms des membres du CBNA qui ont signé cette déclaration figurent ci-après.

* * * * *

Le Comité britannique et nord-américain a été établi en 1969 pour étudier et débattre d'un large éventail de facteurs économiques qui influent sur les relations entre le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni. Ses membres sont des dirigeants du monde des affaires, syndical, agricole et professionnel qui sont impliqués dans les relations entre les trois pays. Le président nord-américain du Comité est John G. Heimann, président des Institutions financières internationales à la société Merrill Lynch & Co. Inc. de New York. Le président britannique du Comité est Sir Michael Bett, président du conseil de Cellnet PLC. Au Canada, le Comité est parrainé par l'Institut C.D. Howe.

Members of the Committee Signing the Statement

COCHAIRMEN

SIR MICHAEL BETT

Chairman
Cellnet Plc
United Kingdom

JOHN G. HEIMANN

Chairman
Global Financial Institutions
Merrill Lynch & Co., Inc.
United States

CHAIRMAN, EXECUTIVE COMMITTEE

JOHN D. McNEIL

Chairman & CEO
Sun Life Assurance Company of Canada
Canada

MEMBERS

N. WILLIAM ATWATER

President
Foster Wheeler International Corporation
United States

A. CHARLES BAILLIE

President
The Toronto Dominion Bank
Canada

PROFESSOR SIR JAMES BALL

The London Business School
United Kingdom

R.C. (REG) BASKEN

Executive Vice President & Secretary
Communications, Energy and
Paperworkers Union of Canada
Canada

ROBERT P. BAUMAN

Chairman
British Aerospace Plc
United Kingdom

GEORGE BECKER

International President
United Steelworkers of America
United States

CARROL D. BOLEN

Vice President, Legal &
Governmental Affairs
Pioneer Hi-Bred International, Inc.
United States

JOHN BOND

Group Chief Executive
HSBC Holding Plc
United Kingdom

WILLIAM E. BRADFORD

Chairman & CEO
Dresser Industries, Inc.
United States

MARTIN BROUGHTON
Deputy Chairman &
Group Chief Executive
BAT Industries Plc
United Kingdom

SIR ROBERT CLARKE
Chairman
Thames Water Plc
United Kingdom

SIR ANTHONY CLEAVER
Chairman
AEA Technology
United Kingdom

JOHN E. CLEGHORN
Chairman & CEO
Royal Bank of Canada
Canada

MARSHALL A. COHEN
Counsel
Cassels, Brock & Blackwell
Canada

LÉON COURVILLE
President & COO
National Bank of Canada
Canada

H.R. CRAMER
President
Mobil Europe & Central Asia
United States

SIR FREDERICK CRAWFORD
Chairman
Criminal Cases Review Commission
United Kingdom

SIR JOHN DANIEL
Vice-Chancellor
The Open University
United Kingdom

JAMES D. ERICSON
President & CEO
Northwestern Mutual Life
Insurance Company
United States

MAUREEN FARROW
Director of Economics &
Portfolio Strategy
Lowen, Ondaatje, McCutcheon Ltd.
Canada

EDWARD A. FEIGENBAUM
Professor of Computer Science
Stanford University
United States

NIALL FITZGERALD

Chairman
Unilever Plc
United Kingdom

PETER C. GODSOE
Chairman & Chief Executive Officer
The Bank of Nova Scotia
Canada

DONALD J. GUNTHER
Vice Chairman
Bechtel Group, Inc.
United States

KERRY L. HAWKINS
President
Cargill Limited
Canada

G.R. HEFFERNAN
President
G.R. Heffernan & Associates Ltd.
Canada

JAMES M. HOAK
Chairman
Heritage Media Corporation
United States

PAUL H. INDERBITZIN
Executive Vice President
American Re-Insurance Company
United States

DONALD P. JACOBS
Dean
J.L. Kellogg Graduate School of
Management
Northwestern University
United States

THOMAS E. KIERANS
President & CEO
C.D. Howe Institute
Canada

SIR JOHN KINGMAN
Vice-Chancellor
University of Bristol
United Kingdom

MICHAEL M. KOERNER
President
Canada Overseas Investments Ltd.
Canada

JACQUES LAMARRE
President & CEO
SNC Lavalin Group Inc.
Canada

CLAUDE R. LAMOUREUX
President & CEO
Ontario Teachers' Pension Plan Board
Canada

SIR SYDNEY LIPWORTH Chairman Zeneca Group, Plc United Kingdom	SIR BRIAN PITMAN Chairman Lloyds TSB Group Plc United Kingdom	DAVID SCHRAMM* Vice President for Research, and Louis Block Professor in the Physical Sciences University of Chicago United States
PIERRE LORTIE President, Regional Aircraft Division Bombardier Inc. Canada	SIR DAVID PLASTOW Chairman Medical Research Council, and Director Lloyds TSB Group Plc and Tenneco Inc. United Kingdom	JACK SHEINKMAN Vice-Chairman of the Board Amalgamated Bank of New York United States
HON. MALCOLM R. LOVELL, JR. President & CEO National Policy Association United States	GEORGE POSTE Director, Chief Science & Technology Officer SmithKline Beecham Plc United Kingdom	MRS. STEVE SHIRLEY Life President F.I. Group Plc United Kingdom
ROGER LYONS General Secretary MSF United Kingdom	ALFRED POWIS Director Noranda Inc. Canada	LORD SIMPSON Chief Executive The General Electric Company Plc United Kingdom
WILLIAM A. MACDONALD President W.A. Macdonald Associates Inc. Canada	SIR IAN PROSSER Chairman & Chief Executive Bass Plc United Kingdom	MICHAEL D. SOPKO Chairman & CEO Inco, Ltd. Canada
DAVID E. MCKINNEY Director T.J. Watson Foundation Senior Vice President (Retired) IBM Corporation United States	SHELDON M. RANKIN President & CEO J&H Marsh & McLennan, Limited Canada	BRIAN E. STERN President, Office Documents Products Group Xerox Corporation United States
EDWARD E. MADDEN Vice Chairman Fidelity Management Trust Company United States	DAVID A. REED Vice Chairman & Regional Managing Partner Ernst & Young LLP United States	JAN H. SUWINSKI Visiting Professor of Management Samuel Curtis Johnson Graduate School of Management Cornell University United States
GEORGE W. MALLINCKRODT President Schroders Plc United Kingdom	ROBERT D. ROGERS President & CEO Texas Industries Inc. United States	JONATHAN TAYLOR Chairman Booker Plc United Kingdom
EARL H. ORSER Chairman Spar Aerospace Limited Canada	ALAN RUDGE Chairman W.S. Atkins Group United Kingdom	WILLIAM I.M. TURNER Chairman & CEO Exsultate Inc. Canada
RONALD W. OSBORNE President & CEO Bell Canada Canada	PETER SALSBURY Managing Director Marks & Spencer Plc United Kingdom	JOHN A. URQUHART Vice President Enron Corporation, and President John A. Urquhart Associates United States
JAMES E. PERRELLA Chairman, President & CEO Ingersoll-Rand Company United States	F.M. SCHERER Aetna Professor of Public Policy and Management John F. Kennedy School of Government Harvard University United States	DEREK WANLESS Director, Group Chief Executive Natwest Group United Kingdom
PETER J. PESTILLO Executive Vice President Ford Motor Company United States	HON. JAMES R. SCHLESINGER Senior Adviser Lehman Brothers Inc. United States	LORD WEIR Chairman The Weir Group Plc United Kingdom
ROBERT B. PETERSON Chairman, President & CEO Imperial Oil Limited Canada		
LARRY G. PILLARD Chief Executive Tate & Lyle Plc United Kingdom		

* Dr. Schramm signed the statement on Dec. 7, 1997, prior to his death.

DR. KERN WILDENTHAL
President
The University of Texas
Southwestern Medical Center at Dallas
United States

MARGARET S. WILSON
Chairman & CEO
Scarbroughs
United States

HUMPHREY WOOD
Chairman
Vitec Group Plc
United Kingdom

STEPHEN P. YOKICH
President
International Union, UAW
United States